

L'heure des deuxièmes monnaies?

Le Léman a vu le jour en 2015 et s'échange depuis de Genève à Lausanne et en France voisine. Considéré comme une aide à l'économie locale, il bénéficie de soutiens communaux. Le Farinet devrait être bientôt lancé en Valais.

De nombreuses monnaies complémentaires ont été lancées ces dernières années en Europe. La réussite la plus visible vient d'Italie, avec le Sardex sarde, apparu à la suite du choc boursier de 2008. L'événement avait contribué à une fuite des capitaux, un désengagement de l'Etat, sans doute des phénomènes de thésaurisation. Faute de crédit, les artisans et les entreprises locales étouffaient. Le Sardex, émis et négociable localement, a vite fait office de ballon d'oxygène. Démarré en janvier 2010, le projet réunit aujourd'hui 3500 entreprises dans son réseau, pour un volume annuel de transaction de l'ordre de 70 millions d'euros. Ce succès gagne progressivement l'Italie, où d'autres monnaies locales voient le jour.

Wir: le grand frère

Ce succès rappelle celui du Wir suisse, créé en 1934 par des entrepreneurs zurichoises. Elles avaient lancé ce système de prêts interentreprises pour palier à la raréfaction du crédit bancaire. La crise économique «de 29» frappait alors de plein fouet le pays. Depuis, le système Wir a prospéré. Il a encore permis à de nombreuses entreprises de traverser une dépression, dans les années 90. Contrairement à beaucoup de monnaies complémentaires, le Wir a réussi à s'inscrire dans la durée.

Qu'ils circulent sous forme de monnaies ou n'existent que dans les écritures des entreprises et de la centrale d'échange, ces systèmes ont en commun leur absence de taux d'intérêt. Ceci afin d'éviter que la monnaie soit thésaurisée, et pour favoriser sa circulation. L'effet est tout particulièrement parlant avec le Sardex, dont la vitesse moyenne de circulation s'élève à 12 échanges par an, contre 1,5 pour l'euro.

Monnaies sociales et solidaires

En Suisse, le BonNetzBon, né à la suite de turbulences dans l'économie bâloise, a fêté ses 10 ans en 2015. Il est accepté et échangé par quelque 130 entreprises, commerces et indépendants locaux. Le quantitatif reste modeste, mais c'est la



Pour Jean Rossiaud, le Léman doit aider à favoriser les produits locaux et les circuits courts.

Photo: Vincent Borcard

philosophie qui interpelle: le BonNetzBon veut favoriser l'économie sociale et solidaire. Celle-ci entend soutenir le développement des projets écologiques, le bien-être social ou encore la démocratie participative.

Le Léman, lancé à Genève en 2015, se bâtit sur les mêmes bases. «L'objectif premier est la relocalisation de l'économie en favorisant les circuits courts et les produits locaux», expose Jean Rossiaud, l'un des porte-paroles du projet. Le Léman s'appuie sur la charte de la Chambre genevoise d'économie sociale

et solidaire, qui oriente et accompagne des entreprises qui partagent ses valeurs écologiques et participatives. Le Léman n'exige à l'heure actuelle rien de tel à ses membres, seule est mentionnée l'intention de faire des efforts pour plus de durabilité et de solidarité. Le Léman compte déjà 300 membres professionnels et 1200 individuels, de Lausanne à Annemasse (F).

Carouge et Meyrin jouent le jeu

Lors d'une conférence consacrée au Wir, fin octobre à l'Université de Genève,



Guillaume Vallet, maître en Conférence à l'Université Grenoble Alpes, a évoqué les conditions du succès. Selon lui, un Etat ne va pas laisser se développer une monnaie qui se dresserait contre lui ou sa politique. Le qualificatif de «complémentaire» n'est pas creux. Le cas du Wir, qui s'était très vite vu «offert» une licence bancaire le plaçant sous la surveillance de la Loi sur les banques, est à ce titre exemplaire de la position des pouvoirs publics.

Avec le Léman, cette réalité se lit dans le sens contraire: c'est la monnaie complé-

mentaire qui recherche dès ses origines le soutien des collectivités publiques. Des communes, notamment Carouge et Meyrin, qui comptent chacune plus de 20000 habitants, jouent le jeu. Carouge a participé au lancement en cofinçant des études. Aujourd'hui, la déléguée à l'Agenda 21 de la ville étudie avec les différents services municipaux les possibles usages du Léman. Les pistes les plus souvent évoquées sont le versement de différentes prestations, la rétribution de prestataires, celle des jetons de présence, etc.

L'intérêt de la commune s'explique déjà par la nécessité de soutenir les commerçants. L'impact de la vente en ligne et la concurrence des grandes surfaces installées côté France vont croissants. «Avec le renforcement du franc, depuis une année et demie, les commerces de proximité affichent des baisses de l'ordre de 20%», rappelle le maire de Carouge Nicolas Walder.

Gérer la croissance avec la Finma

Des commerces, des artisans, des indépendants travaillent déjà avec le Léman. Des entreprises s'y sont engagées. La société Realise, spécialisée dans l'insertion professionnelle, réfléchit – comme Carouge! – à des usages possibles. La coopérative d'habitation Codha, qui construit actuellement des immeubles à Meyrin, souhaiterait pouvoir payer ses droits de superficie – le loyer du terrain appartenant à la ville – avec des Lémans.

Le Léman s'active à gérer sa croissance. A l'automne, des pourparlers s'engageaient avec l'autorité de surveillance du marché financier suisse, la Finma. Le Léman s'échange aujourd'hui contre 1 franc ou contre 1 euro, alors même que ces deux monnaies n'ont pas la même valeur: cela ne sera pas longtemps possible.

L'accent est aussi mis sur la création d'une plateforme d'échange. «Nous en sommes au «business to consumer – b2c». Nous avons la volonté de passer au «business to business – btb» avec la mise en place du crédit mutuel entre entreprises, qui doit permettre à une PME qui a des fournisseurs et des clients de ne pas avoir à dépendre d'une banque, qui pourrait refuser de lui prêter de l'argent, et certainement pas à un taux zéro», détaille Jean Rossiaud. Une évolution qui doit amener la monnaie vers la structure de coopérative, avec acquisition de parts sociales par les membres. Et des décisions prises par une assemblée générale – avec en point de mire la démocratisation des décisions monétaires.

(Re-)Naissance de Farinet

Plus en amont du Rhône, une autre monnaie complémentaire devrait voir le jour en Valais. Ceci à l'issue d'un exercice de crowdfunding visant à réunir la somme nécessaire à l'impression des billets. Les promoteurs du Farinet le voient comme un outil au service de l'économie valaisanne dans son ensemble, à même de favoriser la production locale et les circuits courts. A l'automne 2016, les quelque 80 premiers membres étaient majoritairement des entreprises ou des



La crise de 2008 a favorisé l'émergence de monnaies locales. En Suisse romande, après le Léman (photo), lancé en 2015, le Farinet devrait être mis en circulation.

Photo: Vincent Borcard

privés favorables à l'économie sociale et solidaire. Pour David Dräyer, contact médias, le Farinet pourrait favoriser les collaborations entre entreprises. «Il faut que les gens s'approprient le concept et acquièrent une capacité d'action pour favoriser les produits locaux.» Par exemple, plusieurs cafés et épiceries pourraient se regrouper pour obtenir un café bio d'un torréfacteur local, ce qui n'existe pas encore. A plus long terme, David Dräyer formule l'hypothèse de rendre possible le paiement d'impôts locaux avec le Farinet, corroborant au passage la théorie de Guillaume Vallet. Quel développement attendre de ces initiatives? Pour Antoine Berger, cadre de la Banque Wir et conseiller à la clientèle à la succursale de Lausanne, pour s'imposer, une monnaie complémentaire doit «être attractive pour les participants, simple d'utilisation, et le réseau doit être assez dense pour favoriser les échanges». Telle est la feuille de route!

Vincent Borcard